



Le tweet de Trump sur le Golan d'écdaigne l'histoire, le droit et l'éthique

Description

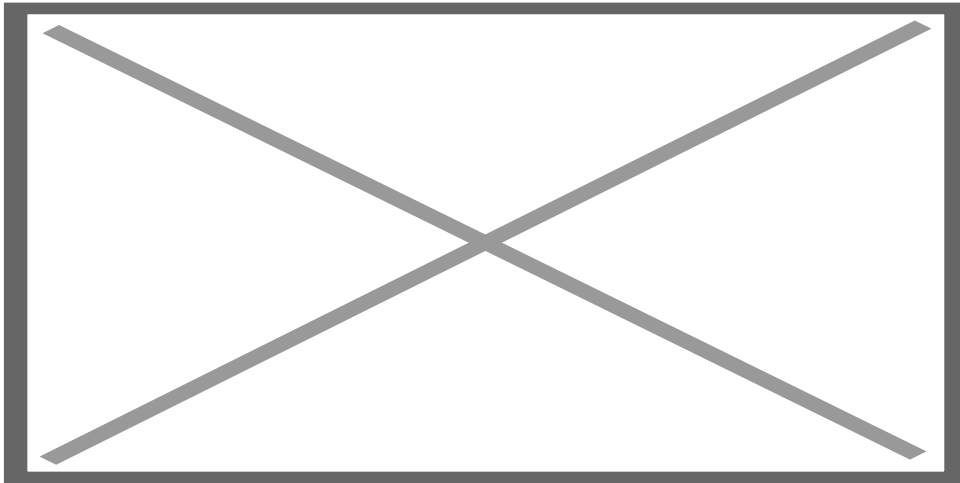


Photo: Greg Johnston/Creative Commons

Par Noura Erakat, 24 mars 2019

Le 22 mars 2019, le président Donald Trump a tweeté sans ménagement que les États Unis reconnaîtraient la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan syrien. Il a expliqué qu'une telle souveraineté « est d'une importance critique en matière de stratégie et de sécurité pour l'État d'Israël et la stabilité dans la région ». Tout ce qu'il y a dans ce tweet est faux en matière de droit comme de politique et en termes factuels.

Le plateau du Golan, situé au sud-ouest de la Syrie a été conquis par Israël pendant la guerre de 1967 lorsque, au cours de six jours, Israël a aussi pris le contrôle de la péninsule égyptienne du Sinaï, de la Cisjordanie et de Gaza. Les Nations Unies, qui tenaient une session durant la guerre, ont discuté de ces faits pendant près de six mois. La controverse tournait autour de la question de savoir s'il fallait imposer à Israël de se retirer immédiatement des territoires arabes ou s'il pouvait comme l'administration Lyndon Johnson le voulait, garder ces territoires en contrepartie d'une paix durable. Malgré l'opposition des Syriens et des Palestiniens, en 1967 le Conseil de

S'écarter a voté l'unanimité la Résolution 242 qui a établi le cadre de « la terre en échange de la paix » souhaitée par les États Unis et Israël qui déclarent que les territoires seraient rendus en échange d'une paix durable.

La Résolution s'est avérée inefficace à cause d'un manque de volonté politique d'établir la paix ainsi que du désir d'Israël de garder les territoires. Le gouvernement israélien a développé l'argument juridique suivant : puisqu'il n'y avait pas de souveraineté en Cisjordanie et à Gaza et l'Égypte et la Jordanie n'ont jamais eu de titre légitime et les Palestiniens n'étaient pas souverains aucun pays ne pouvait prétendre avoir un titre plus légitime sur le territoire qu'Israël. Donc, ont argumenté les représentants israéliens, la Cisjordanie et Gaza ne pouvaient pas être occupées du point de vue du droit et sont mieux décrites comme « territoires disputés » que comme territoires occupés. Cet argument juridique nouveau a permis à Israël d'établir sa présence légitime comme autorité militaire sur le territoire palestinien en se conformant strictement au droit de l'occupation, plus particulièrement l'interdiction d'implantations civiles. Cela a permis à Israël de réaliser ses ambitions de colonisation territoriale de peuplement en prenant de plus en plus de terre palestinienne et en la vidant de sa population palestinienne, sous couvert de nécessité militaire.

Contrairement aux territoires palestiniens, la péninsule du Sinaï et le plateau du Golan n'ont jamais fait l'objet de dispute et personne n'a mis en question la souveraineté respectivement Égyptienne et syrienne. Pourtant, même là, Israël a refusé de reconnaître que le territoire était occupé du point de vue du droit. Le cadre établi par la Résolution 242 du CSNU s'est avéré intenable et, en octobre 1973, l'Égypte et la Syrie ont lancé une attaque surprise sur Israël dans l'espoir de récupérer leurs territoires. Tandis qu'Israël a finalement emporté au plan militaire, l'Égypte et la Syrie ont gagné psychologiquement. Leur victoire a obligé à voter la Résolution 338 du Conseil de Sécurité, qui a établi un cessez-le-feu et a été le catalyseur d'un processus de paix au Moyen Orient dirigé par les USA en vue de rendre aux Arabes leurs territoires pour la paix. Jusqu'en 1991, les Palestiniens n'ont pas été reconnus comme représentants légitimes pour négocier la restitution de la Cisjordanie et de Gaza et la Syrie a continué à faire objection aux termes des négociations qui légitimaient la revendication défensive israélienne dans la région et donnaient la priorité à son rejet de la souveraineté palestinienne.

En 1979, Israël et l'Égypte, le plus grand pays arabe, signèrent les Accords de Camp David, qui favorisèrent la restitution du Sinaï à l'Égypte et normalisèrent les relations égypto-israéliennes. Les Accords indiquèrent de façon significative qu'aucune armée arabe ne mènerait une guerre conventionnelle contre Israël, vu que l'Égypte s'était engagée dans une paix durable et que la Syrie n'irait pas en guerre seule. Deux ans plus tard, en 1981, Israël annexe le Golan de façon unilatérale. L'administration Ronald Reagan rejeta l'annexion israélienne et la déclara « nulle et non avenue », ne faut-ce que parce qu'elle viole le principe international prohibant l'acquisition d'un territoire par la force. Depuis le début des années 1990, Israël et la Syrie ont engagé des pourparlers de paix à plusieurs reprises sur le plateau du Golan mais ils ont tous été réduits en miettes du fait du refus israélien de retourner aux lignes de 1967. Le faire reviendrait à diminuer l'accès d'Israël à une ressource d'eau clef du lac de Galilée qui fournit un tiers de l'eau potable du pays.

Lâ??annonce du dÃ©but de la semaine par le prÃ©sident Trump mÃ©prise cette histoire ainsi que le droit international compÃ©tent, de mÃªme quâ??une politique amÃ©ricaine de longue date.

Lâ??administration Trump, avec IsraÃ«l, a prÃ©tendu que le plateau du Golan a un intÃ©rÃ©t pour la sÃ©curitÃ©, mais câ??est tout simplement faux. IsraÃ«l a Ã©tabli 34 colonies sur le plateau du Golan et installÃ© prÃ©s de 2000 civils israÃ©liens. Si le territoire est bien un tampon dÃ©fensif contre une attaque syrienne, alors IsraÃ«l utilise sa propre population civile comme bouclier humain. Et si les civils qui vivent lÃ y sont en sÃ©curitÃ©, alors ce nâ??est pas un tampon dÃ©fensif. En sus, IsraÃ«l possÃ©de environ 167 activitÃ©s Ã©conomiques sur le plateau du Golan, dont la seule station de ski accessible aux IsraÃ©liens. Il faut ajouter que la Jordanie a Ã©tabli une paix durable avec IsraÃ«l en 1994 et quâ??ainsi, comme lâ??Ã©gypte, elle nâ??est pas une menace militaire ; la Syrie nâ??a pas menÃ© de guerre depuis 1973 ; et les deux autres pays qui ont historiquement menacÃ© IsraÃ«l, la Lybie et lâ??Irak, ont tous deux Ã©tÃ© dÃ©cimÃ©s dans des guerres menÃ©es ou soutenues par les Ã©tats Unis. Le Hezbollah, dont IsraÃ«l prÃ©tend quâ??il est une force militaire locale de lâ??Iran, nâ??a mÃªme pas initiÃ© de guerre depuis le sud Liban oÃ¹ il est basÃ©, mÃªme aprÃ©s le retrait des forces israÃ©liennes du sud Liban en 2000. La seule guerre de grande ampleur menÃ©e depuis lors a Ã©tÃ© initiÃ©e par IsraÃ«l aprÃ©s un raid transfrontalier du Hezbollah destinÃ© Ã capturer trois soldats israÃ©liens dans lâ??intention de les Ã©changer contre des prisonniers de guerre du Hezbollah. Il nâ??y a pas de menace militaire crÃ©dible sur IsraÃ«l depuis la frontiÃ¨re sud de la Syrie.

La premiÃ¨re raison de lâ??annonce amÃ©ricaine est dâ??ordre intÃ©rieur : Trump parle Ã sa base Ã©vangÃ©liste, qui convoite IsraÃ«l pour des besoins de prophÃ©tie et dâ??idÃ©ologie. Les Ã©vangÃ©listes amÃ©ricains considÃ©rent le rassemblement de la judÃ©itÃ© mondiale en IsraÃ«l comme la prÃ©-condition pour la reconquÃªte dâ??Armageddon et le retour du Christ. Au plan idÃ©ologique, ils considÃ©rent IsraÃ«l comme la pointe extrÃªme-est du front de la dite guerre amÃ©ricaine contre la terreur inspirant non seulement des attaques mais peut-Ãªtre plus significativement, la migration des Musulmans vers lâ??ouest.

Lâ??annonce est une bÃ©nÃ©diction pour le premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu, engluÃ© dans des accusations de fraude et de corruption Ã seulement trois semaines des Ã©lections israÃ©liennes. Lâ??annonce de Trump sert efficacement Ã dÃ©vier le cours de ses problÃ©mes internes et dit Ã la base de centre droit israÃ©lienne que voter pour lui câ??est rÃ©aliser les ambitions territoriales dâ??IsraÃ«l. La sociÃ©tÃ© israÃ©lienne considÃ©re le plateau du Golan comme une partie dâ??IsraÃ«l. Lâ??annonce de Trump au plus fort dâ??une campagne tendue signale quâ??un vote pour Netanyahu est un vote pour lâ??homme fort Trump, qui dÃ©daigne le droit international et la diplomatie en faveur dâ??une politique de Ã« la force fait loi Ã».

Lâ??effet de lâ??annonce de Trump est subordonnÃ© Ã la rÃ©ponse internationale. Trump a certainement lâ??autoritÃ© exÃ©cutive pour reconnaÃ®tre le plateau du Golan comme faisant partie de la souverainetÃ© dâ??IsraÃ«l, mÃªme si cela contrevient au droit international, mais la reconnaissance par les USA nâ??Ã©quivaut pas Ã un changement dans le statu quo sur le territoire. Jusquâ??Ã prÃ©sent la dÃ©nonciation a Ã©tÃ© large contre lâ??annonce amÃ©ricaine, de la part des Nations Unies et de plusieurs Ã©tats dont lâ??Ã©gypte et la Russie. Si cette condamnation est bienvenue, elle nâ??est pas non plus suffisante. Il est crucial que la communautÃ© internationale dÃ©montre son opposition sous la forme de sanctions plus coercitives, mais une telle rÃ©ponse est peu probable si lâ??acceptation tacite du dÃ©placement de lâ??ambassade amÃ©ricaine Ã JÃ©rusalem en est la moindre indication. Lâ??administration Trump a bien dÃ©placÃ© son

ambassade de Tel Aviv à Jérusalem en mai 2017 en contrevenant de la même façon à la Résolution 242 du Conseil de Sécurité, au principe du principe qui interdit l'acquisition d'un territoire par la force. Bien que 128 pays aient condamné le déplacement des Américains par une résolution de l'ONU et que quelques autres pays aient suivi et déplacé leur ambassade, Israël n'a été confronté à aucune conséquence de sa colonisation de Jérusalem Est et du nettoyage ethnique de ses habitants palestiniens. En fait, le secrétaire d'État Mike Pompeo s'est rendu au mur de l'ouest (des lamentations) à Jérusalem Est la semaine dernière à le premier des représentants américains à le faire en inscrivant ainsi le changement de politique américaine comme offre au soutien de la campagne de Netanyahu pour sa réélection.

Cette épouvantable situation souligne l'urgence d'un mouvement mondial de boycott, de désinvestissement et de sanctions contre Israël, mouvement qui au moins depuis 2005 a représenté un effort à la base pour vaincre l'intransigeance diplomatique. Nous devons nous souvenir qu'il ne s'agit pas que d'Israël mais aussi des guerres impériales des États Unis au Moyen Orient, de leurs attaques contre l'internationalisme (c'est à dire les menaces contre la Cour Pénale Internationale et le retrait du Protocole de Paris sur le climat), de même que sa violence continue contre les minorités, les nations premières, les réfugiés et les femmes aux États Unis. Israël est une partie d'une constellation plus vaste qui représente les intérêts des États Unis dans le monde entier.

L'annonce de Trump sur le plateau du Golan n'est pas juste une menace pour le Moyen Orient c'est une menace au monde entier parce qu'elle cristallise la politique de suprématie raciale et de fascisme. La réponse devrait être mondiale, elle aussi, parmi les gens qui s'opposent à ces tendances violentes dans leurs communautés à travers le monde.

Noura Erakat est une avocate américano-palestinienne, assistante à l'université George Mason. Elle est auteure de « Justice for Some : Law as Politics in the Question of Palestine », paru à Stanford University Press.

Traduction: SF pour l'Agence Média Palestine

Source: [Truthout.org](https://truthout.org/)

date créée
2019/03/26